

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 21

Objet de la délibération : Eau Potable -
PLU de la Commune de Valbonne -
Enquête publique relative aux zonages
"eaux pluviales" et "assainissement des
eaux usées" - Convention de délégation
de gestion

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.092

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **09 JUIL. 2021**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUIL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAQUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe » ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dite « loi Ferrand » ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment prise en son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), pris notamment pour sa partie Législative, en ses articles L.2224-7-1, L.2224-10, L.5215-27, L. 5216-5, L. 5216-7-1 et pour sa partie Règlementaire, en ses articles R.2224-8 et R.2224-9 ;

Vu le Code de l'Environnement, pris notamment en ses articles R.123-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu les statuts de la C.A.S.A. modifiés en date du 23 octobre 2020 ;

Vu les délibérations n°CC.2017.125 et CC.2017.126 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017 par lesquelles la C.A.S.A. s'est dotée des compétences obligatoires « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » et « Gestion des Eaux Pluviales », et de la compétence facultative « Hors GEMAPI », au 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la délibération n°CC.2019.033 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} avril 2019 par laquelle la C.A.S.A. s'est dotée de la compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu les délibérations n°8942 et 8943 en date du 14 décembre 2017 par lesquelles le Conseil Municipal de la commune de Valbonne-Sophia Antipolis a autorisé le transfert des compétences « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » et « Gestion des Eaux pluviales » à la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°9204 en date du 27 juin 2019 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne-Sophia Antipolis a autorisé le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°8524 en date du 3 décembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a prescrit la révision générale du PLU de la commune ;

Vu la délibération n°9071 en date du 4 octobre 2018 du Conseil Municipal de la commune de Valbonne relative au débat sur les orientations du P.A.D.D ;

Vu la délibération n°9236 en date du 27 juin 2019 du Conseil Municipal de la commune de Valbonne relative à l'application des nouvelles dispositions du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n°9252 en date du 25 juillet 2019 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a arrêté le projet de PLU, délibération abrogée par délibération n°2021-166 en date du 10 février 2021 ;

Vu la délibération n°2021.167 en date du 10 février 2021 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a arrêté le projet de PLU révisé ;

Vu la décision n°CE-2019-2215 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas sur la création du zonage d'assainissement des eaux usées de Valbonne en date du 28 juin 2019 qui précise que le projet de zonage d'assainissement des eaux usées situé sur le territoire de Valbonne n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu la décision n°CE-2019-2216 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas sur la création du zonage d'assainissement des eaux pluviales de Valbonne en date du 28 juin 2019 qui précise que le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales situé sur le territoire de Valbonne n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que la loi NOTRe du 7 août 2015 a prévu la prise en charge, à titre obligatoire, par les communautés d'agglomération des compétences eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales urbaines à compter du 1^{er} janvier 2020 ; que la loi Ferrand du 3 août 2018 n'a pas remis en cause le principe du transfert obligatoire de ces compétences aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 5215-27 du C.G.C.T, applicable aux communautés d'agglomération par renvoi de l'article L. 5216-7-1 du même code, une communauté d'agglomération peut confier par convention, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une commune-membre sans qu'une telle convention n'entraîne un transfert de compétence ;

Considérant qu'aux 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des Communes membres les compétences « Gestion des Eaux pluviales », « GEMAPI et hors GEMAPI », et « Assainissement des eaux usées » ;

Considérant que les communes ou leurs établissements publics délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et non collectif ; les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ; ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositions d'assainissement ;

Considérant que ces enquêtes publiques doivent être ouvertes et organisées par les autorités compétentes, en l'occurrence la C.A.S.A. depuis les 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant toutefois que les schémas et zonages susvisés, et la procédure afférente, font partie intégrante du projet de révision de Plan Local d'urbanisme diligenté par la Commune de Valbonne et qu'en conséquence, ils constituent une prolongation d'une compétence communale non transférée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, à savoir l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme ;

Considérant enfin que la Commune de Valbonne a sollicité la C.A.S.A. afin de pouvoir ouvrir et organiser les enquêtes publiques liées aux schémas et zonages précités ;

Afin de rendre plus efficaces les procédures d'enquête publique liées à l'élaboration des documents listés ci-après, la C.A.S.A. souhaite confier à la commune de Valbonne la gestion de l'ouverture et de l'organisation de ces dernières, dans le cadre du projet de convention joint à la présente.

Les documents considérés sont :

- Les zones d'assainissement collectif et non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositions d'assainissement.

La convention de gestion est conclue pour une durée limitée, qui court jusqu'à la clôture des procédures obligatoires d'enquête publique, encadrant l'élaboration des documents visés à l'article 2 de la présente convention. Elle n'est donc pas reconductible et n'a aucune incidence financière.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de délégation de gestion de l'enquête publique relative aux zonages « eaux pluviales » et « assainissement des eaux usées » de la C.A.S.A. au bénéfice de la commune de Valbonne, dans les conditions de durée et modalités proposées, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de délégation de gestion de l'enquête publique relative aux zonages « eaux pluviales » et « assainissement des eaux usées » de la C.A.S.A. au bénéfice de la commune de Valbonne, dans les conditions de durée et modalités proposées, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Convention de délégation de gestion de l'enquête publique relative aux zonages « eaux pluviales » et « assainissement des eaux usées » de la C.A.S.A. au bénéfice de la commune de Valbonne

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le siège social est situé en Mairie d'Antibes, Cours Masséna à Antibes (06600) et représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°CC.2021.....du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »

D'une part,

Et

La commune de Valbonne, dont le siège social est situé en Mairie de Valbonne, 1 place de l'Hôtel de Ville à Valbonne-Sophia Antipolis (06560), et représentée par son Maire, Monsieur Joseph CESARO, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part,

PREAMBULE

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe »,

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dite « loi Ferrand » ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment prise en son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), pris notamment pour sa partie Législative, en ses articles L.2224-7-1, L.2224-10, L.5215-27, L. 5216-5, L. 5216-7-1 et pour sa partie Règlementaire, en ses articles R.2224-8 et R.2224-9 ;

Vu le Code de l'Environnement, pris notamment en ses articles R.123-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu les statuts de la C.A.S.A. modifiés en date du 23 octobre 2020 ;

Vu les délibérations n°CC.2017.125 et CC.2017.126 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017 par lesquelles la C.A.S.A. s'est dotée des compétences obligatoires « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » et « Gestion des Eaux Pluviales », et de la compétence facultative « Hors GEMAPI », au 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la délibération n°CC.2019.033 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} avril 2019 par laquelle la C.A.S.A. s'est dotée de la compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu les délibérations n°8942 et 8943 en date du 14 décembre 2017 par lesquelles le Conseil Municipal de la commune de Valbonne-Sophia Antipolis a autorisé le transfert des compétences « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » et « Gestion des Eaux pluviales » à la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°9204 en date du 27 juin 2019 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne-Sophia Antipolis a autorisé le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°8524 en date du 3 décembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a prescrit la révision générale du PLU de la commune ;

Vu la délibération n°9071 en date du 4 octobre 2018 du Conseil Municipal de la commune de Valbonne relative au débat sur les orientations du P.A.D.D ;

Vu la délibération n°9236 en date du 27 juin 2019 du Conseil Municipal de la commune de Valbonne relative à l'application des nouvelles dispositions du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n°9252 en date du 25 juillet 2019 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a arrêté le projet de PLU, délibération abrogée par délibération n°2021-166 en date du 10 février 2021 ;

Vu la délibération n°2021.167 en date du 10 février 2021 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Valbonne a arrêté le projet de PLU révisé ;

Vu la décision n°CE-2019-2215 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas sur la création du zonage d'assainissement des eaux usées de Valbonne en date du 28 juin 2019 qui précise que le projet de zonage d'assainissement des eaux usées situé sur le territoire de Valbonne n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu la décision n°CE-2019-2216 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas sur la création du zonage d'assainissement des eaux pluviales de Valbonne en date du 28 juin 2019 qui précise que le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales situé sur le territoire de Valbonne n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que la loi NOTRe du 7 août 2015 a prévu la prise en charge, à titre obligatoire, par les communautés d'agglomération des compétences eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales urbaines à compter du 1^{er} janvier 2020 ; que la loi Ferrand du 3 août 2018 n'a pas remis en cause le principe du transfert obligatoire de ces compétences aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 5215-27 du C.G.C.T, applicable aux communautés d'agglomération par renvoi de l'article L. 5216-7-1 du même code, une communauté d'agglomération peut confier par convention, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une commune-membre sans qu'une telle convention n'entraîne un transfert de compétence ;

Considérant qu'aux 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des Communes membres les compétences « Gestion des Eaux pluviales », « GEMAPI et hors GEMAPI », et « Assainissement des eaux usées » ;

Considérant que les communes ou leurs établissements publics délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et non collectif ; les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ; ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositions d'assainissement ;

Considérant que ces enquêtes publiques doivent être ouvertes et organisées par les autorités compétentes, en l'occurrence la C.A.S.A. depuis les 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant toutefois que les schémas et zonages susvisés, et la procédure afférente, font partie intégrante du projet de révision de Plan Local d'urbanisme diligenté par la Commune de Valbonne et qu'en conséquence, ils constituent une prolongation d'une compétence communale non transférée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, à savoir l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme ;

Considérant enfin que la Commune de Valbonne a sollicité la C.A.S.A. afin de pouvoir ouvrir et organiser les enquêtes publiques liées aux schémas et zonages précités ;

IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Cadre juridique

La présente convention est conclue sur le fondement des dispositions de l'article L. 5216-7-1 renvoyant à l'article L.5215-27 du C.G.C.T.

Article 2 : Objet

Afin de rendre plus efficaces les procédures d'enquête publique liées à l'élaboration des documents listés à l'alinéa suivant, la C.A.S.A. souhaite confier à la commune de Valbonne la gestion de l'ouverture et de l'organisation de ces dernières.

Les documents considérés sont :

- Les zones d'assainissement collectif et non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositions d'assainissement.

Article 3 : Modalités d'exécution

Il est dans un premier temps précisé qu'aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la C.A.S.A. peut se rapprocher de la Commune, ou la Commune de la C.A.S.A, afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention.

Dans un second temps, une ou plusieurs réunion(s) entre représentants de la C.A.S.A. et représentants de la Commune pourra(ont) être organisée(s), afin de résoudre les éventuels dysfonctionnements de procédure ou pour faire le point sur la gestion du service délégué par la C.A.S.A. à la commune.

Article 3.1 : Obligations générales des parties

Article 3.1.1 : Obligations de la commune

La commune de Valbonne qui se voit confier la gestion des modalités liées aux enquêtes publiques, s'engage à respecter, en tous points de ces procédures, les dispositions des articles R.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Elle s'engage, par ailleurs, à informer la C.A.S.A., qui conserve les compétences « Gestion des Eaux pluviales », « GEMAPI et hors GEMAPI », et « Assainissement des eaux usées », de toutes les étapes réglementaires des procédures d'enquête publique et à lui transmettre tous les documents nécessaires à leur bon suivi et notamment :

- Décision d'ouverture,
- Saisine du Tribunal Administratif de Nice pour la désignation du commissaire enquêteur,
- Désignation du commissaire enquêteur le cas échéant,
- Composition des dossiers soumis à enquête publique,
- Registre du commissaire enquêteur ainsi que ses conclusions,
- Autres arrêtés municipaux pris en application des dispositions législatives et réglementaires.

Il est ici précisé que cette liste n'est pas exhaustive et que la C.A.S.A. invite la Commune à lui transmettre tous les documents qu'elle jugera utiles et nécessaires.

Article 3.1.2 : Obligations de la C.A.S.A.

Pendant toute la durée de la convention, la C.A.S.A. assure toutes les autres missions relevant de la qualité d'autorité organisatrice du service concernant les compétences « Gestion des eaux pluviales », « GEMAPI et hors GEMAPI », et « Assainissement des eaux usées ».

Article 3.2 : Moyens humains

Aucun moyen humain n'est mis à disposition de la Commune pour la réalisation des objectifs contractuels fixés dans la présente convention de délégation de gestion.

Article 4 : Durée

La présente convention s'applique dès sa signature par les parties et l'accomplissement des formalités de publicité obligatoires.

Elle est conclue pour une durée limitée, qui court jusqu'à la clôture des procédures obligatoires d'enquête publique, encadrant l'élaboration des documents visés à l'article 2 de la présente convention.

Elle n'est donc pas reconductible.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avant le terme ci-avant fixé, dans le respect d'un délai de préavis de trois (3) mois, et par l'envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception à la partie cocontractante.

La C.A.S.A. pourra toutefois résilier sans préavis minimal la présente convention en cas de force majeure, manquement de la Commune à ses obligations contractuelles ou de nécessité au regard de la continuité du service public.

Article 5 : Responsabilité et assurances

La Commune est responsable à l'égard de la C.A.S.A. et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Article 6 : Personnes habilitées à engager la Commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire ou son représentant sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

Article 7 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétente, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Article 8 : Dispositions finales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux assureurs respectifs de la Commune et de la C.A.S.A.

Fait en deux exemplaires,

Le à

**Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis,**

Pour la commune de Valbonne

**Jean LEONETTI
Président**

**Joseph CESARO
Maire**

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_092
Nature : DE - Deliberations
Objet : PLU de la Commune de Valbonne - Enquête publique relative aux zonages "eaux pluviales" et "assainissement des eaux usées" - Convention de délégation de gestion
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : NDU52cw

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_092-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_092
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : PLU de la Commune de Valbonne - Enquête publique relative aux zonages "eaux pluviales" et "assainissement des eaux usées" - Convention de délégation de gestion
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_092-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_092-DE-1-1_2.PDF

N